



CDFN des 21 et 22 novembre 2023

GARDER LE CAP

C'est bien dans les moments difficiles que le syndicalisme doit s'en tenir à sa principale boussole : sauvegarder, défendre et élargir les intérêts matériels et moraux du salariat.

Nous vivons, entre une nouvelle crise au Proche Orient et ses répliques dans la société comme dans le monde politique français, et alors que souffle toujours le vent mauvais de la guerre, ouverte en Ukraine, possible dans le couloir de Taïwan ou au Cachemire, un pareil temps.

Sur chaque continent, dans un monde travaillé par les replis identitaires, confronté aux conséquences désormais tangibles de la crise climatique, mais aussi à l'impasse de la mondialisation capitaliste, la voie populiste, autoritaire, xénophobe et démagogique reste pour beaucoup tentante, en l'absence de volonté des grandes démocraties libérales de prendre à bras le corps le défi des inégalités et des injustices.

En France, dans un contexte où le macronisme ne semble plus avoir comme ligne d'horizon que de favoriser sa clientèle de grands patrons et de franges favorisées de la société, alors que la pauvreté et le chômage progressent, l'hypothèse d'une accession de la Droite radicale, nationaliste, xénophobe, raciste de possible devient plausible pour 2027.

En témoigne la porosité toujours plus banalisée entre les visions des droites dites républicaines et l'ensemble RN – Reconquête qu'il s'agisse de la passivité du gouvernement face aux menaces sur l'AME ou le droit du sol dans la dixième loi sur l'immigration, ou l'assimilation des chômeurs à des oisifs parasites et assistés dans une logique digne des work houses du 19ème siècle, voire les annonces par le jeune ministre de l'Education relevant d'une bien vieille et réactionnaire vision de l'Ecole pour en institutionnaliser une organisation ségrégative.

Ainsi le projet de réforme de la voie professionnelle par une ministre qui sacrifie docilement les objectifs de démocratisation aux intérêts immédiats des employeurs, ou les annonces d'une école primaire des « fondamentaux » pour installer un collège

à deux vitesses.

Face à cela, une opposition de Gauche qui retourne aux joies de la division, des anathèmes respectifs et donc de la décrédibilisation, au risque de décourager davantage son électorat, aujourd'hui plafonnant à un tiers à peine de la population.

C'est dire la responsabilité du mouvement syndical.

Certes celui-ci n'a pas à s'ériger en force alternative au pouvoir libéral d'aujourd'hui. Ce n'est certes pas son rôle et le salariat ne le lui demande pas. Mais il peut et doit, tout en portant les revendications du monde du travail, dans le public comme dans le privé, s'opposer aux continuelles régressions accumulées par la majorité de Droite plurielle à l'Assemblée et au Sénat.

Il est aussi de sa responsabilité de travailler à des propositions programmatiques alternatives, ambitieuses et crédibles à partager le moment venu, dans le cadre d'un dialogue ouvert et transparents, dans la limite de leurs responsabilités respectives, entre syndicats, partis de Gauche et associations.

Enfin, le syndicalisme, affaibli par des décennies de régressions sociales, de politiques répressives, de mépris des gouvernements successifs, au-delà des couleurs partisans affichées, pour le dialogue – ce dont la LTFP a été la parfaite illustration doit se renforcer, et d'abord en nombre d'adhérent.es.

Il peut et doit s'appuyer sur la dynamique unitaire née du mouvement des retraites. A cet égard, le maintien de l'Intersyndicale, objet de l'intérêt et du soutien du salariat, constitue un acquis précieux qu'il convient de ne pas dilapider. La FSU a un rôle à jouer pour favoriser le maintien de cet arc très large, et qui repose sur le retour à une unité d'action CGT – CFDT qui semble répondre aux aspirations du monde du Travail.

La FSU peut et doit travailler cette pâte de l'unité, notamment dans les champs où elle dispose d'une forte légitimité, qu'il s'agisse de la FP ou de l'Education, sur des thématiques cruciales pour le quotidien des agents, qu'il s'agisse des conditions de travail, de l'emploi, des salaires ou des pensions, mais aussi de la protection sociale et la défense de l'Ecole publique. Là encore, des coalitions larges et transcendant la logique des camps serait utile pour faire avancer les revendications.

A court terme, la FSU peut jouer un grand rôle pour susciter des mobilisations unitaires à vocation majoritaire sur tout ou partie de ces objectifs

C'est ce à quoi elle s'emploie au plus près des agent.es, et dans le dialogue avec les autres organisations syndicales.

Dans cette logique, et dans la logique visant à la sortie de l'autonomie et à la réduction du fractionnement illisible et contre-productif du syndicalisme français, UA apprécie positivement la main tendue par la CGT à la FSU en vue de reprendre le travail commun pour un rapprochement entre nos organisations, sans exclusive et ouvert à Solidaires dans l'hypothèse où cette dernière en manifesterait la volonté.

Dès lors, pour UA, deux priorités.

D'abord éviter les déchirements stériles et mortifères dans la population et le monde du Travail de notre pays. Chacun.e voit le risque d'importer dans une société déjà fragilisée par des décennies de régressions libérales le virus dissolvant d'une guerre étrangère.

Non, le syndicalisme français n'a pas la solution du conflit entre Israéliens et Palestiniens. Mais il est en droit, voire en devoir, de soutenir toutes initiatives qui aboutiraient dans l'urgence à la protection des populations civiles, et au-delà à la conclusion d'une paix juste et durable entre ces deux peuples qui chacun ont le droit de vivre dans un Etat aux frontières sûres et reconnues, sur la base du droit international.

Il est en droit, voire en devoir, de refuser les assignations identitaires, sources de trop de violences antisémites et antimusulmanes.

Les Français juifs ne sauraient être rendus collectivement et solidairement responsables de la politique répressive et colonialiste du gouvernement israélien, pas plus que des bombardements aveugles et meurtriers sur la population civile de Gaza.

Les Français musulmans, ou considérés comme musulmans ne sauraient être accusés de complicité ou même de complaisance avec les crimes commis par les militants du Hamas lors de l'attaque terroriste du 7 octobre contre des civils israéliens, pas plus que des prises d'otages qui ont suivi.

Essentialiser ainsi des femmes et des hommes à des opinions qui leur seraient prêtées doit être sans cesse combattu tant cela relève d'une vision raciste, d'un grand mépris quant à leur possibilité d'exercer individuellement leur libre arbitre sur une situation donnée, même douloureuse.

Unité et Action, toutes les sensibilités de la FSU, l'ensemble du syndicalisme français se sont construits dans la défense des valeurs démocratiques et républicaines issues de la Révolution de 1789.

Paroles creuses, galvaudées, surannées ? Nous ne le croyons pas. Toute personne menacée du fait de son genre, de sa couleur de peau ou de sa religion a toujours trouvé et trouvera toujours dans le syndicalisme des valeurs et un collectif

protecteurs.

Et comment défendre la démocratie sinon en agissant aussi contre les logiques de captation des richesses et des ressources, qui déstructurent chaque jour des pans entiers de la population, l'encourageant ainsi à se réfugier dans la chaleur rassurante de l'identité d'un groupe ? A espérer en l'arrivée au pouvoir d'une force autoritaire ?

C'est pourquoi la FSU est présente dans tous les combats antiracistes, féministes, environnementaux mais aussi dans la lutte permanente pour arracher de nouveaux droits sociaux, de nouvelles conquêtes pour le salariat.

C'est ce à quoi s'engage UA FSU, aujourd'hui, demain.

Gardons le cap.